



## Vers l'inclusion et la protection sociales des ramasseurs et recycleurs populaires de déchets

### Le Projet Baan Mankong et Le « Community Organisations Development Institute » (CODI) en Thaïlande



#### A retenir:

- ➔ Les programmes sur la protection sociale s'adresse à plusieurs domaines par exemple l'allocation chômage, la retraite, la pension alimentaire, le logement, l'assurance maladie, les plans de création d'emploi et ainsi de suite (La Commission Européenne). Ici le programme Baan Mankong traite de logement
- ➔ Sur la question de logement, en Thaïlande le programme *Baan Mankong* prête de l'argent aux groupes d'épargnants communautaires à faibles revenus spécifiquement pour l'amélioration, la réparation, ou la construction/reconstruction de maisons dans les bidonvilles ou les communautés rurales.
- ➔ Depuis son introduction en 2003, *Baan Mankong* a touché à peu près 90 813 familles et a couté à peu près 7 millions de bahts/ 179 760 €.

#### Sommaire

◆ Contexte .....	2
◆ Le fonctionnement de CODI .....	3
◆ Les points forts .....	6
◆ Les points faibles .....	7
◆ Viabilité financière, sociale et économique .....	7
◆ Possibilités de répliation.....	8
◆ Conclusion .....	9
◆ Sources .....	10



## Towards social inclusion and protection of popular waste pickers and recyclers

### ◆ Contexte

#### **Le contexte global**

En 2009, la Thaïlande comptait environ 65.8 millions d'habitants. 62% de la population thaïlandaise (22.5 millions des gens) travaillaient dans le secteur informel et ont contribué à 43% du PIB thaïlandais en 2005.<sup>1</sup> Beaucoup de travailleurs du secteur informel sont agriculteurs, récupérateurs et/ou recycleurs de déchets, vendeurs itinérants, micro-entrepreneurs, chauffeurs, domestiques, et travailleurs temporaires (Nirathron p 2) et n'ont pas d'accès au logement de bonne qualité. A la différence des travailleurs informels d'autres pays en développement, le gouvernement thaïlandais a mis en œuvre des programmes de protection sociale qui s'adaptent aux besoins des travailleurs informels.

#### **La protection sociale en Thaïlande**

En 2008, il y avait 47 millions de personnes affiliées à la couverture universelle (Paitpoonpong, Chawla, Akkarakul, page 277) et selon une étude conduite en 2009 par le bureau national de la santé, 99.15% de la population thaïlandaise est inscrite au programme d'assurance santé (Paitpoonpong, Chawla, Akkarakul, p 278).

<sup>1</sup> Manothum, Rukijkanpanich, Thawesaengskulthai, Thampitakkul, Chaikittiporn, Apphorn, 2009

À ce jour, la Thaïlande est le seul pays de l'ASEAN ayant mis en œuvre un programme incluant les neuf domaines internationalement reconnus de la sécurité sociale pour les travailleurs du secteur privé.<sup>2</sup> En plus de l'assurance sociale (sécurité sociale et assistance médicale), les travailleurs informels ont accès à l'assistance publique, aux droits des salariés (pour les travailleurs agricoles et ceux qui travaillent chez eux) et aux services sociaux (logement par ex).

#### **La situation du logement en Thaïlande**

En 2003, il y avait 5000 communautés à faibles revenus et 8.25 millions de personnes occupaient des logements de mauvaise qualité. Souvent, les conditions de vie des travailleurs informels précaires. 30% des personnes étaient classés comme squatteurs et 70% louaient leurs résidences sans contrat de bail officiel. De plus, environ 70-80% de ces habitants n'avaient pas les moyens d'acheter de nouvelles maisons (Boonyabantha p 4-5).

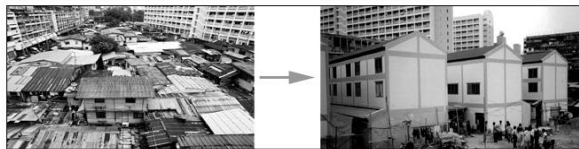
La plupart du temps, les terrains occupés par ces personnes appartenaient au gouvernement

<sup>2</sup> Ces neuf domaines comprennent l'assurance santé, la retraite, l'invalidité, le décès, la maladie, la maternité, le chômage, les allocations familiales, et les accidents du travail (Hall, Manajit, Na, 2011 page 87).

## Towards social inclusion and protection of popular waste pickers and recyclers

thaïlandais ou à des organismes privés. Afin de s'adresser à la question du logement, en 2000, le gouvernement a créé une organisation qui s'appelle le « Community Organisations Development Institute. » Cette organisation s'occupe de l'aménagement urbain et rural.

### **Le Community Organisations Development Institute (CODI)**



La reconstruction d'une communauté financée par les prêts de CODI

<http://www.codi.or.th/housing/TypesDev.html>

Le but de CODI est de «construire une base solide dans la société en utilisant la puissance collective des groupes civils et des organisations communautaires.»<sup>3</sup> Financé par le gouvernement, CODI fournit de l'argent aux communautés pour des activités collectives en Thaïlande. Le statut indépendant de CODI facilite la recherche des financements, la flexibilité et la créativité des opérations, et les collaborations entre les réseaux communautaires des villes et de la campagne (Satterthwaite, 2004, page 2).

CODI cherche à mettre en œuvre des projets inclusifs et inspirés par les groupes communautaires eux-mêmes. N'importe quel groupe peut demander un prêt après avoir démontré sa capacité à gérer des fonds communautaires et justifié que les prêts vont être utilisés pour répondre aux besoins de la communauté. Aujourd'hui, CODI continue à prêter de l'argent aux réseaux communautaires urbains et ruraux pour financer des projets communautaires.

Plus précisément, le CODI a financé l'exécution de 745 projets de logement dans 76 provinces.<sup>4</sup> Les coopératives utilisent les prêts pour des projets variés comme la protection des ressources naturelles, l'assistance sociale, l'assurance-vie, l'organisation financière et la résolution des dettes. Le programme le plus populaire de CODI est *Baan Mankong*, un programme pour le logement des communautés à faibles revenus.

### ◆ **Le fonctionnement de Baan Mankong**

*Baan Mankong* est un programme de CODI qui prête de l'argent aux groupes d'épargnants spécifiquement pour l'amélioration, la réparation, ou la construction/reconstruction de maisons dans les bidonvilles ou les

<sup>3</sup> Site web de CODI:  
<http://www.codi.or.th/housing/aboutCODI.html>

<sup>4</sup> site web de CODI:  
<http://www.codi.or.th/housing/CooperativeThai.html>

## Towards social inclusion and protection of popular waste pickers and recyclers

communautés rurales. Les communautés utilisent ces fonds pour réparer le toit, la plomberie, et rénover des maisons entières.<sup>5</sup> Dès que le prêt et le projet sont approuvés, les membres des communautés prennent en charge la plupart de la construction au lieu d'embaucher des entrepreneurs en bâtiment parce que c'est moins cher (Boonyabanha, 2005, p 11). Dans certaines communautés, il y a aussi des équipes d'entrepreneurs en bâtiment qui fournissent leurs services à tarif réduit. Selon les statistiques de CODI, 33% des personnes qui ont contracté des prêts à *Baan Mankong* utilisent l'argent pour déménager et construire de nouveaux logements à partir de rien. 66% des candidats décident de rester sur le terrain et de renouveler leurs résidences.<sup>6</sup>

Le planning est un effort collectif parce que les membres des communautés, les experts, et les représentants du gouvernement sont impliqués à chaque étape. A ce jour, le programme *Baan Mankong* a approuvé 858 projets qui couvrent 1546 communautés dans 277 villes de 73 provinces.



Les réseaux d'une communauté pendant un atelier organisé par CODI, page 58, <http://www.socialprotectionasia.org/pdfdoc/MsThipparatNoppaladarom.pdf>

Ce projet a touché 90 813 familles et a coûté à peu près 7 millions de bahts/ 179 760 €. <sup>7</sup> Les groupes d'épargnants communautaires cultivent l'esprit de collaboration avec les ONGs, le gouvernement et les experts. De plus, l'expérience de travailler en groupe permet de développer les capacités nécessaires à la gestion de futurs projets communautaires.

### **La caisse d'assurance communautaire**

En cas de défaut de paiement, un nouveau système d'assurance communautaire a été introduit en Thaïlande en octobre 2010. Chaque famille qui a emprunté de l'argent de CODI contribue 200 de bahts/5€ par mois à une caisse d'assurance communautaire (Community

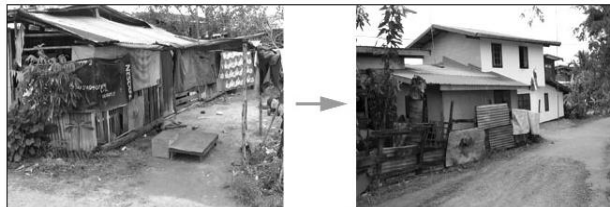
<sup>5</sup> Site web de CODI : <http://www.codi.or.th/housing/aboutBaanmankong.html>

<sup>6</sup> Site web de CODI: <http://www.codi.or.th/housing/aboutCODI.html>

<sup>7</sup> Site web de CODI: <http://www.codi.or.th/housing/results.html>

## Towards social inclusion and protection of popular waste pickers and recyclers

Development Fund/CDF) gérée par les membres de la communauté. CODI s'engage à contribuer 20 millions de baht/503 694 € pour chaque CDF créé en Thaïlande (Mitlin, Satterthwaite, Bartlett, 2011, page 41).



Photos avant et après les projets de Baan Mankong,  
<http://www.codi.or.th/housing/TypesDev.html>

Au cas où un des membres ne peut pas payer sa cotisation à la coopérative à cause de maladie, de chômage, d'accident, de décès, ou de désastre, c'est au reste de la communauté de décider d'utiliser l'argent de la caisse d'assurance, soit pour contribuer aux besoins de la famille en crise, soit pour payer la cotisation du défaillant. De cette manière, le défaillant n'est pas obligé de quitter la communauté ou d'abandonner le projet. En 2011, 8 825 familles se sont inscrites à une caisse d'assurance dans leur communauté. Ces familles ont contribué 958 450 de bahts/24 138 € à la caisse et 336 familles ont reçu une assistance financière pour cause de désastre, d'invalidité d'un membre de la famille, et de mort d'un soutien de famille. Le montant compensatoire total s'est élevé à 792.

### Les prêts

Pour les projets communautaires, chaque maison qui fait partie d'une coopérative reconnue par CODI a le droit de demander un prêt à taux réduit au maximum de 150 000 baht/3 778€. Afin d'accéder au prêt, il faut que la coopérative communautaire présente un dépôt de 10% de la valeur de l'emprunt à CODI. Elle recueille le dépôt de 10% chez ses membres.



Les membres d'une communauté nettoient un canal avant de commencer un projet de logement, (2010)

<http://www.socialprotectionasia.org/pdfdoc/MsThipparatNoppaladarom.pdf>

Pour les projets qui impliquent tous les membres de la communauté comme la reconstruction de bâtiments ou le déménagement, il faut que toute la communauté soit d'accord avec les termes du contrat et que tous les membres contribuent financièrement. Normalement, les prêts arrivent à échéance après 15



## Towards social inclusion and protection of popular waste pickers and recyclers

ans.<sup>8</sup> A part la reconstruction et le déménagement, les communautés utilisent les prêts pour financer les groupes d'épargnants, les projets environnementaux ou lucratifs, et les projets pour l'intérêt commun de la communauté (Boonyabancha, p 1). La responsabilité des paiements est partagée entre les membres des groupes communautaires.

### **L'expérience des habitants de Klong Lunmoon**

Pour explorer des approches différentes dans le projet *Baan Mankong*, l'équipe de CODI a mis en place 10 programmes-pilotes en 2003 (Boonyabancha, 2005, p 12). La communauté de Klong Lunmoon habitait sur un site isolé depuis 20 ans. En 1997, le propriétaire de ce site a décidé de développer le terrain. Face à l'expulsion, quelques habitants de Klong Lunmoon ont décidé d'accepter la compensation offerte par le propriétaire et de déménager. Cependant, 49 familles ont décidé de rester et de négocier avec le propriétaire pour acheter une partie du terrain à un prix inférieur à celui du marché.

Après de longues délibérations, le propriétaire a approuvé cette idée. Les habitants de Klong Lunmoon ont formé une coopérative et ont demandé un prêt à *Baan Mankong* pour financer la

construction des maisons sur le terrain. Ils ont collaboré avec de jeunes architectes pour construire 49 nouvelles maisons et un centre pour la communauté. Chaque maison a coûté l'équivalent de 5 998 €. En général, pour les projets pilotes, les familles devaient payer entre \$5-\$22 par mois (Boonyabancha, 2005, page 12).

### ◆ **Les points forts**

- ➔ Le processus décisionnel sur les projets communautaires est décentralisé. Puisque les membres des communautés ont une influence directe sur les projets et l'utilisation de l'argent, ils peuvent réagir plus rapidement aux situations et avoir plus de force d'appui pendant les négociations avec les propriétaires.
- ➔ S'agissant de l'assurance en général, les plus pauvres sont enclins à s'inscrire dans ces programmes sans avoir forcément les moyens d'honorer les paiements. Ainsi, les plus riches, par solidarité se chargent de contribuer plus. La structure des coopératives et les caisses d'assurance communautaires (CDFs) résolvent ce problème parce que tous les membres partagent la responsabilité de payer les cotisations à CODI.
- ➔ Les coopératives comprenant des représentants du gouvernement, des ONGs et les communautés réduisent le risque de mauvaise

<sup>8</sup> Voir une présentation de CODI en ligne, page 67 : <http://www.socialprotectionasia.org/pdfdoc/MsThipparatNoppaladarom.pdf>



## Towards social inclusion and protection of popular waste pickers and recyclers

gestion ou de corruption. Travailler en groupe facilite aussi le partage du savoir-faire entre les parties prenantes.

- ➔ Un projet comme *Baan Mankong* améliore les relations entre les habitants marginalisés des bidonvilles et le reste de la société.
- ➔ Puisque CODI accorde des prêts aux communautés et non aux individus, les caisses d'assurances communautaires peuvent financer des projets individuels si le reste de la communauté n'est pas encore prêt à s'engager dans un projet communautaire. (Boonyabanha, 2005, page 9).

### ◆ Les points faibles

- ➔ Quelquefois il est difficile de gérer les relations entre les ONGs, le gouvernement, et les communautés.
- ➔ Parfois, le propriétaire du terrain offre des baux à court terme (e.g. 3 ans) ainsi le logement n'est pas garanti pour les locataires à long terme. Ces types de situations peuvent provoquer des sentiments d'insécurité ou d'anxiété chez les habitants des communautés.
- ➔ Souvent, il n'y a pas assez d'architectes pour aider toutes les communautés.
- ➔ Etant donnée la population vieillissante de la Thaïlande, il est possible que les cotisations vont diminuer avec le temps.

### ◆ Viabilité financière, sociale et économique

Le succès d'un projet comme CODI et *Baan Mankong* dépend en grande partie de la disponibilité des financements et de la participation du gouvernement. En Thaïlande, à part les financements, la participation du gouvernement et des propriétaires est cruciale pour deux raisons principales. A un moment ou un autre, les gens qui vivent illégalement sur la propriété du gouvernement doivent négocier avec celui-ci, soit pour acheter la propriété, soit pour demander l'autorisation d'y construire.

Par ailleurs, seulement 10% de la population thaïlandaise (6 millions de personnes) possède 90% de la propriété privée en Thaïlande, tandis que 90% de la population thaïlandaise est composée des propriétaires des terrains de moins de 0.6 hectares. Les relations entre les acteurs privés et les travailleurs informels deviennent de plus en plus importantes surtout dans un pays où 34.3% de la force de travail se compose d'agriculteurs du secteur informel qui ont besoin du terrain pour leur travail et pour vivre (Phongpaichit et Benyaapikul pp. 18 et 22).

Puisque CODI est financé en grande partie par le gouvernement, les projets de CODI sont sensibles aux changements. A titre d'exemple, en 2008, CODI s'est trouvé à court

## Towards social inclusion and protection of popular waste pickers and recyclers

d'argent. Face à ce dilemme, les réseaux communautaires de Bang Khen à Bangkok et Chum Pae dans le nord-est de la Thaïlande ont introduit l'idée des caisses d'assurance communautaires (Archer, 2010, page 8). Ces caisses d'assurance communautaire agissent comme des tampons entre le système financier extérieur et le système financier communautaire, surtout pendant les crises et les désastres (Boonyabancha, 2005, page 29). Cependant, le succès d'une telle caisse dépend de l'engagement des membres.



Les membres de la communauté de Ruam Samakee en train de rediscuter des propositions pour la reconstruction des maisons, CODI, page 57  
<http://www.socialprotectionasia.org/pdfdoc/SThipparatNoppaladarom.pdf>

Dans le cas où les propriétaires vendent une partie de la propriété aux communautés à un prix réduit, la communauté profite de cette transaction si la valeur marchande de la propriété s'améliore avec le temps. La communauté de Ruam Samakee par exemple a reçu du gouvernement un bail à long terme. Cette propriété a augmenté en valeur trois fois en

trois ans (Boonyabancha, UN-Habitat, 2009, page 31).

### ◆ Possibilités de réplique

L'expérience de *Baan Mankong* est intéressante parce que les bénéficiaires du projet IWP PAR habitent dans des conditions similaires que la plupart des bénéficiaires de *Baan Mankong*. Selon les recherches d'Enda sur le projet IWP PAR, 56% des IWP PARs d'un échantillon habitaient dans une pièce avec 3 à 5 personnes.<sup>9</sup> La majorité des IWP PARs n'ont pas de cuisine, de latrine, et d'électricité à la maison. Quelques IWP PARs habitent dans les tentes et en Ethiopie, quelques IWP PARs habitent près des décharges ou à côté des poubelles dans la rue.

Malgré les différences d'échelle entre *Baan Mankong* et le projet IWP PAR, il convient de noter le rôle et le fonctionnement des groupes d'épargnants communautaires. L'argent recueilli par ces groupes peut être utilisé pour les projets communautaires ou dans le cas d'urgences familiales. A en juger par les résultats dans les centres urbains et ruraux en Thaïlande, d'autres pays comme le Laos, les Philippines, et

<sup>9</sup> Enda, *Status, working conditions and access to health and OSH of Informal Waste Pickers and Recyclers in Addis Ababa, Ho Chi Minh City, Antananarivo, and Bogota*, 2012. Tous les chiffres dans la conclusion sur les IWP PARs touchés par le projet IWP PAR sont tirés de ce rapport intérim.





## Towards social inclusion and protection of popular waste pickers and recyclers

l'Afrique du Sud ont mis en œuvre des modèles similaires à celui de CODI (Boonyabanha, page 9).

Mais au préalable, il conviendrait d'identifier dans les pays d'intervention d'IWP PAR des structures/programmes comparables existants. A Madagascar, ce type d'appui à l'amélioration de l'habitat/latrines et des conditions de vie existe déjà, les bénéficiaires d'IWP PAR pourraient en bénéficier aussi. Par ailleurs, Enda à Madagascar est déjà en lien avec plusieurs Institutions de Micro-finance (Céfor, OTIV ou Mampita) qu'il serait bien d'intégrer au programme IWP PAR. De la même manière, il est souhaitable de développer d'autres synergies avec les autres programmes d'Enda, par exemple les programmes éducatifs et de formation (PEA, hôtel-Ecole) afin de promouvoir l'insertion socio-professionnelle des enfants des IWP PAR. Au Vietnam, les caisses d'assurance communautaires (Community Development Fund) peuvent aussi être mises en place à travers la création du système pilote d'assurance santé. Un organisme comme CODI pourrait apporter son appui au-delà du projet.

s'il est associé à des initiatives communautaires solides et motivées. En juillet 2011, 44 sur 77 des provinces thaïlandaises ont été touchées par des inondations catastrophiques. 621 personnes ont été tuées et 6 millions d'hectares de terre agricole ont été immergés. Après ce désastre, les coopératives communautaires ont joué des rôles instrumentaux dans la restauration de l'ordre dans la société thaïlandaise. A titre d'exemple, le réseau des coopératives à Cum Phae ont organisé des contributions pour transporter la nourriture à hauteur de 10 000 de bahts/251 € à leurs communautés.<sup>10</sup> Ce cas démontre la capacité du fonctionnement d'un groupe communautaire d'aller au-delà d'un simple échange d'argent entre les membres d'une communauté. C'est un modèle qui pourra aussi être utile dans le cadre du projet IWP PAR.

### ◆ Conclusion

CODI est un exemple de financement du gouvernement de programmes sociaux tels que le logement. Le modèle employé ici n'est viable que

<sup>10</sup>Bulletin d'information de "Asia Coalition for Housing Rights" sep.-nov. '11: <http://www.achr.net/Download%20Library/Download%20Enews/ACHR%20E-news%20September%20-%20November%202011.pdf>



## Towards social inclusion and protection of popular waste pickers and recyclers

### Sources

- ➔ Srawooth Paitpoonpong, Amonthep Chawla, Nipanan Akkarakul, Les chercheurs à l'institut de recherche-développement de Thaïlande, *Social Protection in Thailand – Current State and Challenges*, 2010, [http://www.eria.org/publications/research\\_project\\_reports/images/pdf/y2009/no9/CH-09\\_Thailand\\_pp.265-291.pdf](http://www.eria.org/publications/research_project_reports/images/pdf/y2009/no9/CH-09_Thailand_pp.265-291.pdf)
- ➔ Narumol Nirathron, *Social Integration through Social Protection Programmes : Some Consideration from Social Protection Schemes for workers in the informal Economy in Thailand*, 2009, [http://www.global-labour-university.org/fileadmin/GLU\\_conference\\_TISS\\_2009/Submitted\\_papers/Narumol\\_Nirathron.pdf](http://www.global-labour-university.org/fileadmin/GLU_conference_TISS_2009/Submitted_papers/Narumol_Nirathron.pdf)
- ➔ Aniruth Manothum, Jitra Rukijanpanich, Damrong Thawesaengskulthai, Boonwa Thampitakkul, Chalermchai Chaikittiporn, Sarah Arphorn, *A Participatory Model for Improving Occupational Health and Safety*, 2009. <http://docserver.ingentaconnect.com/deliver/connect/maney/10773525/v15n3/s10.pdf?expires=1351646791&id=71207480&titleid=35101530&acname=Vassar+College+Libraries&checksum=E58F77F3272671E756F08E9B73CBC7AC>
- ➔ Andy Hall, Suchita Manajit, Mai Thi Thanh Nga Na, *Migrant Workers' Rights to Social Protection in ASEAN, Case Studies of Indonesia, Philippines, Singapore, and Thailand*, 2011, [http://www.fes-asia.org/media/publication/2012\\_MigrantWorkersRightsToSocialProtectionInASEAN\\_Hall.pdf](http://www.fes-asia.org/media/publication/2012_MigrantWorkersRightsToSocialProtectionInASEAN_Hall.pdf)
- ➔ Dr. David Satterthwaite, *The Community Organization development Institute (CODI) in Thailand*, 2004, <http://www.wiser.org/organization/view/423542a29a853a09294333c1b3c2a291>
- ➔ Somsook Boonyabancha, *Scaling Up Slums and Squatter Settlements Upgrading in Thailand Leading to Community-Driven Integrated Social Development at City-Wide Level*, 2005, <http://siteresources.worldbank.org/INTRANETSOCI/ALDEVELOPMENT/Resources/Boonyabanchapaperrev.pdf>
- ➔ Somsook Boonyabancha, UN-Habitat, *Urban Community Development Fund, Thailand*, [http://www.ucl.ac.uk/dpu-projects/drivers\\_urb\\_change/urb\\_economy/pdf\\_innov\\_financ\\_mech/SDI\\_Boonyabancha\\_UCDF.pdf](http://www.ucl.ac.uk/dpu-projects/drivers_urb_change/urb_economy/pdf_innov_financ_mech/SDI_Boonyabancha_UCDF.pdf)
- ➔ Asian Coalition for Housing Rights e-news, sept.-nov. 2011, <http://achr.net/Download%20Library/Download%20Enews/ACHR%20E-news%20September%20-%20November%202011.pdf>
- ➔ Pasuk Phongpaichit, Pornthep Benyaapikul, *Locked in the Middle-Income Trap: Thailand's economy between resilience and future challenges*, 2012, <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/thailand/09208.pdf>
- ➔ CODI, *Workshop on Shelter Security and Social Protection for the Urban Poor and the Migrants in Asia*, 2009, <http://www.socialprotectionasia.org/pdfdoc/MsThiPparatNoppaladarom.pdf>
- ➔ Dr. Diana Miller, Dr. David Satterthwaite, Dr. Sheridan Bartlett, *Capital, Capacities and Collaboration: the Multiple Roles of Community Savings in Addressing Urban Poverty*, 2011, <http://pubs.iied.org/pdfs/10611IIED.pdf>
- ➔ Somsook Boonyabancha, Nutta Ratanachaichain, UN-Habitat, *Community Development Fund in Thailand*, 2009, <http://www.scribd.com/doc/24890773/Community-Development-Fund-in-Thailand>
- ➔ Diane Archer, *Empowering the urban poor through community-based slum upgrading: the case of Bangkok, Thailand*, 2010, [http://www.isocarp.net/Data/case\\_studies/1648.pdf](http://www.isocarp.net/Data/case_studies/1648.pdf)

Rédaction: Contessa Mwedzi



# IWPAR

Bonne  
pratique  
12

## Towards social inclusion and protection of popular waste pickers and recyclers

Cette publication a été produite avec l'appui financier de l'Union Européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité d'Enda Europe, et ne peut en aucun cas refléter les points de vue de l'Union Européenne.



Ce document est disponible en 3 langues: anglais, français et espagnol sur le site internet [www.iwpar.org](http://www.iwpar.org).

Pour de plus amples informations ou éventuelles remarques sur ce document, ou si vous connaissez des expériences similaires relatives à l'inclusion et la protection sociales des collecteurs et recycleurs populaires de déchets, merci de contacter:

Enda Europe  
5 rue des immeubles industriels  
75011 Paris - FRANCE  
contact @ enda-europe.org  
0033 (0)1 44 93 87 40  
[www.enda-europe.org](http://www.enda-europe.org)